

Algues vertes, mégabassines : deux symptômes de l'urgence écologique et sociale qui appellent à inventer ensemble la transition agricole

Tribune publiée le 1^{er} mai 2023
dans Le Monde ([Le Monde.fr](https://www.lemonde.fr))

*L. Aquilina, P. Durand et O. Ragueneau avec
l'ensemble du [Collectif scientifique algues vertes](#),
regrettent que dans ce dossier, tout comme dans
celui des mégabassines, la parole des scientifiques
reste ignorée*



Les nitrates et les algues vertes qui se déposent tous les étés sur les côtes bretonnes sont le miroir d'un choix politique qui a engendré, depuis les années 1960, un modèle d'agriculture intensive très largement tournée vers la production animale. Les flux importants de nitrate liés aux pratiques agricoles dans l'ensemble des bassins-versants bretons se traduisent par des échouages massifs d'algues, essentiellement présents dans huit baies à la configuration littorale particulière. L'agriculture intensive n'est pas soutenable. Outre les pollutions par les nitrates et les phytosanitaires, elle est fortement émettrice de gaz à effet de serre et contribue à l'effondrement de la biodiversité et à la dégradation des sols. Le lancement fin 2022 d'un troisième plan interministériel algues vertes par l'Etat et la Région Bretagne est l'occasion de s'interroger sur l'utilité de ces plans, et surtout d'imaginer un véritable projet de territoire et de transformation des filières.

Lancé en 2011, le premier plan de lutte contre les algues vertes (PLAV) exprime la volonté politique d'éradiquer les algues vertes à l'horizon 2027, ce qui implique, selon les scientifiques, que la concentration en nitrate dans les rivières parvienne sous la barre des 10 milligrammes par litre.

Constat d'échec

En réalité, le PLAV2, rendu public en 2017, aura le même objectif que le PLAV1 de 2011, soit une réduction d'environ 30 % des concentrations. Le futur troisième plan, en cours de négociation, vise une diminution autour de 20 % des concentrations, selon nos calculs. Dans le contexte d'évolution des concentrations qui montre depuis quelques années une stabilisation, cet objectif est très proche de celui du PLAV 1 et loin de l'objectif initial d'éradication, ce qui sonne comme un constat d'échec, voire un aveu d'impuissance.

Le parallèle avec le cas des bassines poitevines est frappant : face à une contrainte environnementale incontournable (la sensibilité du littoral, la raréfaction des ressources en eau), la mise en oeuvre de solutions uniquement basées sur la sobriété et la technologie obère les possibilités de transformations plus profondes et plus soutenables. En Bretagne comme en Poitou, réduire la part des surfaces agricoles consacrée à l'alimentation animale, et donc le volume des productions animales ainsi que les densités animales trop élevées concentrées sur de petits territoires, fait partie des évolutions incontournables.

Depuis plusieurs décennies, les scientifiques alertent sur l'effondrement de la biodiversité et sur l'impact du changement climatique qui condamne le principe des mégabassines et une grande partie des méthodes de l'agriculture intensive, ce que le gouvernement et une partie de la filière agricole préfèrent ignorer.

Ils justifient le recours aux mégabassines en s'appuyant sur un rapport du Bureau de recherches géologiques et minières qui a pourtant précisé que son étude n'analysait ni leur intérêt ni leur résilience vis-à-vis du changement climatique.

Mesures protectionnistes

Nous, scientifiques, sommes habitués à ce que nos travaux soient ignorés ou déformés mais les justifications habituelles comme le maintien d'emplois, la préservation de l'existant et la complexité des transformations ne sont plus recevables au regard de l'accélération des transformations écologiques. Aussi, au regard de nos engagements auprès des exploitants agricoles et des autres forces vives des territoires, nous proposons de quitter notre seul rôle d'expert pour endosser les rôles de co-constructeurs d'une transformation nécessaire qui doit être pensée dès aujourd'hui.

Il nous faut dépasser la problématique algues vertes pour appréhender de manière interdisciplinaire la complexité d'un ensemble de questions concernant la place des activités humaines, la biodiversité, l'alimentation, la santé humaine, animale et la santé des écosystèmes. La transformation du modèle agro-industriel vers l'agroécologie pourrait engendrer de nombreux bénéfices : une alimentation saine et solidaire, une qualité environnementale restaurée, une meilleure gestion de la ressource en eau, des sols et des paysages vivants qui stockent du carbone, des territoires ruraux qui retrouveraient une dynamique économique, une qualité de vie et de lien social.

Cette approche systémique permettrait de faire passer les agriculteurs et agricultrices d'un statut de pollueurs, désignés à tort comme uniques responsables, à celui d'acteurs et actrices reconnus de cette transformation, créateurs et créatrices de solutions. Si les choix de l'exploitant agricole sont fortement influencés par les logiques industrielles et économiques globalisées, la construction de nouvelles filières intégrant les aspects environnementaux et sociaux peut se dessiner puis s'expérimenter et se déployer à l'échelle des territoires.

Le soutien à ce type de développement implique par ailleurs d'ouvrir la discussion sur des mesures peu populaires telles que des mesures protectionnistes, de réinvestir les normes, standards qui façonnent les marchés, ou d'interdire définitivement des produits phytosanitaires.

Des scénarios sans limites ni tabous

Il faut penser et mettre en œuvre des recherches avec et pour les acteurs des territoires. Les chercheurs, qui ne détiennent pas « la » solution, peuvent aider à bâtir des expérimentations en se projetant sur une perspective à vingt ou trente ans. Cela nécessite de co-construire des dispositifs de recherches collaboratives entre scientifiques et professionnels de l'agriculture, acteurs de l'eau institutionnels mais aussi entreprises, citoyens, tissu associatif et autres représentants de la nature. De nombreuses initiatives existent déjà en Bretagne ou ailleurs, qui témoignent de l'inventivité et de la motivation des acteurs locaux, pour peu qu'on les aide à émerger et à essaimer.

Nous sommes en mesure de simuler des changements de systèmes et de contribuer ainsi par nos outils, modèles et approches interdisciplinaires à construire un dialogue, explorer et co-construire par itération avec les acteurs concernés, les scénarios solutions à mettre en œuvre dans une démarche apaisée.

Des scénarios sans limites ni tabous, en intégrant par exemple des changements de régime alimentaire et des logiques économiques alignées à l'intérêt général.

Un tel dispositif contribuera au renforcement du pouvoir d'agir de tous les acteurs, à une autre appréhension de notre rapport à la nature et constituera un outil d'aide à la décision pour transformer les politiques publiques. Il est aujourd'hui crucial de développer d'autres imaginaires pour redonner aux jeunes générations une véritable perspective d'avenir.

Signataires : [Collectif scientifique](#)

dont vous retrouverez la [liste complète des membres à cette adresse](#).